



INTERBANK BURUNDI s.a

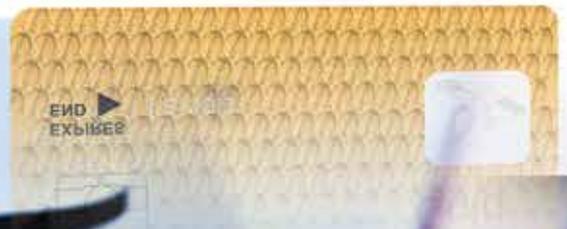


Rapport d'activités 2015

18 mai 2016 • 23ème Exercice Social



INTERBANK BURUNDI s.a



Une offre à la mesure de vos Attentes

An offer to your demands

INTERBANK BURUNDI

Rapport Annuel 2015

18 Mai 2016 • 23ème Exercice Social





INTERBANK BURUNDI S.A



“TWIZERANE”

Crédit “Salariés”

Ingurane “K’umushahara”

Sur : 12 à 36 mois

Kuri : Amezi 12 gushika kuri 36

15, Rue de l'Industrie • B.P. 2970 Bujumbura • Tél. : (257) 22 22 06 29

Fax : (257) 22 22 04 61 • E-mail : ibb.info@interbankbdi.bi

Site web : www.interbank.com • CODE SWIFT : IBBU BIBI

Table des matières

8	Message du Président du Conseil d'Administration
12	Message du Président du Comité de Direction
18	Rapport du Conseil d'Administration
Evolution des activités de la Banque	19
Bilan Social	20
La Banque dans son environnement	22
Bilan et comptes de pertes et profits	23
Rapport financier aux actionnaires	28
34	Répartition des bénéfices
38	Assemblée Générale Ordinaire
42	Réseau de Distribution
44	Réseau des Correspondants à l'Étranger

2015

Chiffres clés sur 10 ans

EXERCICE	2006	2007	2008	2009	2010
EMPLOIS					
Débiteurs en comptes courants	41.224,0	50.086,8	58.413,6	65.248,9	73.039,5
Crédits /Filière Café	10.950,0	3.224,0	9.414,0	1.405,0	4.491,6
Autres Crédits de trésorerie	10.361,9	16.176,9	22.434,5	27.829,9	37.132,8
TOTAL	62.535,9	69.487,7	90.262,1	94.483,8	114.663,9
RESSOURCES					
Dépôts à vue	64.964,7	73.002,4	114.409,7	138.576,9	159.244,3
Dépôts à terme & Bons de caisse	23.998,0	28.818,1	28.513,3	27.842,6	28.806,9
Carnets de dépôts	2.569,4	3.490,4	5.161,1	5.999,4	6.756,2
TOTAL	91.532,1	105.310,9	148.084,1	172.418,9	194.807,4
MARGE (RESSOURCES-EMPLOIS)					
	28.996,2	35.823,2	57.822,0	77.935,1	80.143,5
Crédits du Secteur Financier (*)	203.806,3	230.435,4	305.486,3	335.130,0	430.752,6
Part IBB (%)	30,7	30,2	29,5	28,2	26,6
Crédits du secteur bancaire (*)	183.618,6	205.229,3	276.919,1	301.761,8	386.406,3
Part IBB (%)	34,1	33,9	32,6	31,3	29,7
Résultat net	2.182,3	3.264,6	5.138,2	6.791,2	7.553,8
Fonds Propres Bruts	11.567,6	13.568,5	17.443,1	22.825,0	27.125,4



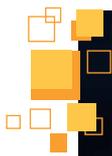
2011	2012	2013	2014	2015
90.642,8	106.226,8	102.395,2	90.376,8	94.068,8
5.576,8	5.503,7	2.623,2	74,8	3.780,5
47.896,2	49.447,8	47.554,9	55.922,7	40.331,8
144.115,8	161.178,3	152.573,3	146.374,3*	138.181,1*
158.507,5	178.367,7	181.185,3	174.003,7	141.707,4
35.498,4	31.760,5	42.876,9	39.345,9	20.925,2
5.899,1	7.760,3	8.727,1	9.978,2	7.793,9
199.905,0	217.888,5	232.789,3	223.327,8	170.426,5
55.789,2	56.710,2	80.216,0	84.400,9	32.245,4
573.214,8	649.370,5	698.467,6	836.831,2*	803.605,7*
25,1	24,8	21,8	17,5	17,2
519.100,0	592.277,4	627.797,7	748.876,5*	716.545,2*
27,8	27,2	24,3	19,5	19,3
9.937,9	6.489,9	3.701,9	2.733,4	1.478,2
32.862,8	34.348,1	40.037,9	42.771,3	43.180,5

(*) : PRÊTS AU PERSONNEL COMPRIS DEPUIS 2014

(**) : DONNÉES PROVISOIRES B.R.B. FINIS D'EXERCICES

Rapport Annuel 2015 • 23ème Exercice Social





MESSAGE

DU PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

Georges COUCOULIS



En 2015, le résultat net de la Banque, quoique positif, est de nouveau en recul, dans un environnement politico-sécuritaire très incertain et un contexte économique fortement détérioré. En effet le PIB a, pour la première fois depuis 2002, connu une croissance négative, soit -4,1%, alors qu'elle était positive de 4,7% en 2014.

Ce brutal recul a touché tous les secteurs d'activité, plus particulièrement le secteur des services, dont les activités sont concentrées dans la capitale Bujumbura.

Dans une telle situation, où les entreprises continuent de se fragiliser de manière inquiétante, avec un taux de défaut dépassant les 20% pour l'ensemble du secteur financier, les performances globales de l'Interbank Burundi demeurent jusque là relativement satisfaisantes.

Le maintien de ces dernières traduit la mobilisation des collaborateurs de la Banque, qui ont préservé leur ardeur à la tâche pour rentabiliser au mieux ses actifs. Il reflète aussi l'adéquation des réponses apportées aux enjeux essentiels qu'ont été la raréfaction des ressources en devises et la faiblesse de la demande de crédit ; réponses dont la réduction des charges financières et la maîtrise des coûts opérationnels sont les plus significatives.

Que nos organes sociaux et tous nos employés veuillent bien trouver ici l'expression de nos remerciements pour leur engagement soutenu à participer à l'essor de l'Interbank Burundi. Ce sont leur excellent travail et leur dévouement qui incitent nos clients à garder leur confiance dans notre Banque.

Aux clients, précisément, nous tenons à redire toute notre reconnaissance pour cette confiance qu'ils nous témoignent ; plusieurs d'entre eux ont contribué à bâtir nos bases

et nous les assurons que nous ne ménagerons aucun effort pour continuer à mériter leur fidélité.

En dépit des défis, nombreux, auxquels la Banque doit encore faire face, nous aimerions vous assurer de notre engagement à honorer votre fidélité et votre soutien. Nous sommes confiants dans la capacité de notre Banque à s'adapter aux contingences de l'environnement économique perturbé. Au regard de la pertinence et de l'étendue de notre offre commerciale mais aussi du professionnalisme de nos équipes, en regardant vers l'avenir, nous sommes convaincus qu'il y a encore place à la croissance.

Georges COUCOULIS

The VISA logo is displayed in its characteristic blue and yellow colors.

Acceptées à nos terminaux



INTERBANK BURUNDI S.a

15, Rue de l'Industrie • B.P. 2970 Bujumbura • Tél. : (257) 22 22 06 29
Fax : (257) 22 22 04 61 • E-mail : info@interbankbdi.com
Site web : www.interbank.com • CODE SWIFT : IBBU BIBI



Quels que soient
vos besoins et où
que vous soyez,
nous avons pour vous
une **solution**
sur mesure!







MESSAGE

DU PRESIDENT DU COMITE DE DIRECTION

Callixte MUTABAZI



En 2015, dans un contexte de récession économique, l'Interbank Burundi clôture l'exercice sur de bonnes performances financières et commerciales, faisant encore une fois preuve d'une solide capacité d'adaptation.

Le produit net bancaire, établi à 22.478 millions de BIF, progresse de 8,9% et le résultat brut d'exploitation, inscrit à 10. 591 millions de BIF, augmente de 35,8% ; ces réalisations sont largement dues à la rigueur dans la gestion mise en place pour pallier les effets pervers de la crise que vit le pays.

En effet, après une baisse d'activité déjà forte fin 2014, l'année 2015 a connu une profonde récession et une contraction brutale de l'économie burundaise. Les tensions sont restées aiguës sur les fronts de la liquidité, de l'inflation, des finances publiques ou de la position extérieure du pays, confirmant l'impact négatif de la situation politico-sécuritaire délétère qui a prévalu durant les deuxième, troisième et quatrième trimestres de l'année.

Aussi, dans un contexte de ralentissement économique, aggravé par les capacités réduites d'importations, l'économie burundaise n'a pas pu profiter de la chute des prix des produits pétroliers et l'inflation est repartie à la hausse : le taux d'inflation fin de période s'établit ainsi à 7,1% à fin décembre 2015 contre 3,7% une année plus tôt. Dans le même temps, les finances publiques se sont détériorées, suite au recul des recettes fiscales, en baisse de près de 10% par rapport à 2014, aggravant une situation budgétaire déjà fragilisée par la réduction sensible de l'aide extérieure par les principaux bailleurs de fonds étrangers, aide qui habituellement représente près de la moitié du budget.

Bien plus, avec cette réduction du soutien des bailleurs de fonds internationaux, la position extérieure du pays s'est fortement dégradée, les réserves de change ne couvrant plus que moins de deux mois d'importations ; cette position pourrait se réduire davantage compte tenu de la persistance de la crise politico-économique en cours.

Le secteur financier a subi de plein fouet les effets de cette crise, tant au niveau de son fonctionnement qu'à celui de son activité.

Au niveau de son fonctionnement, des agences et guichets bancaires ont momentanément ou définitivement fermé dans les quartiers périphériques de la ville de Bujumbura. S'agissant de l'activité du secteur financier, tous les indicateurs d'activité sont au rouge. La liquidité bancaire a ainsi marqué un net recul, de même que sa principale contrepartie, les dépôts de la clientèle, défavorablement impactée par la baisse des avoirs en devises, le repli de la collecte et la détérioration de la qualité des portefeuilles crédits.

Alertée par cette dégradation de l'environnement bancaire, la Banque Centrale a mis en place dès le mois de juin une commission mixte BRB-ABEF chargée de suivre son évolution. Sur base du premier rapport produit par cette Commission en juillet 2015, la Banque de la République du Burundi a marqué son accord à la mise en place d'une série de mesures de sauvegarde, essentiellement en matière de liquidité.

En ce qui concerne l'Interbank Burundi, si la liquidité s'est légèrement améliorée au cours du second semestre de l'année, l'activité crédits s'est notablement contractée sur toute l'année, s'accompagnant d'une forte augmentation des incidents de paiements.

La baisse du niveau des crédits marque la faiblesse de l'activité de financement induite par l'environnement économique largement dégradé. La demande de crédit est restée atone en raison de l'aggravation des déficits budgétaires de l'Etat et de l'assèchement des réserves de change du pays.

Dans l'objectif de limiter l'impact de l'environnement économique dégradé sur la qualité du portefeuille et de préserver la rentabilité de la Banque, des mécanismes d'accompagnement et de suivi des clients ont été mis en place tandis qu'il a été procédé à la révision complète des encours en vue d'actions de recouvrement. La Banque a par ailleurs poursuivi la reconfiguration de la fonction crédit, qui visait la séparation des tâches commerciales et d'analyse ainsi que la mise sur pied d'une unité de monitoring du risque (« Risk Surveillance Unit »).

Dans la même finalité de sauvegarder la profitabilité de l'Interbank Burundi, d'autres dispositifs commerciaux et opérationnels ont été implémentés, dont une gestion judicieuse des ressources en devises, avec des résultats tangibles au niveau des commissions sur opérations avec l'étranger, une réduction volontariste des charges financières sur dépôts et un monitoring serré des charges d'exploitation.

PERSPECTIVES

Les perspectives économiques pour le Burundi en 2016 demeurent assombries par la crise économique actuelle, d'un niveau jusqu'ici jamais atteint, et par la persistance d'un contexte politico-sécuritaire qui tarde à s'apaiser.

Déjà en récession en 2015, avec une croissance négative estimée à -4,1%, l'économie du pays risque l'asphyxie en l'absence d'une reprise rapide de l'aide internationale et des flux extérieurs privés, étant observé par ailleurs que l'outil de production, dans tous les secteurs d'activité, est durablement perturbé.

A l'instar de l'exercice 2015, l'activité économique en 2016 restera donc sous pression :

- d'une inflation maintenue à un niveau élevé ;
- d'une faible demande de crédit ;
- de fortes contraintes budgétaires de l'Etat, toujours principal agent économique en termes de dépenses et d'investissement ;
- du quasi-assèchement des ressources en devises fortes ;
- de l'aggravation des arriérés de l'Etat envers le secteur privé, en l'état actuel de la situation budgétaire précaire ;
- et de l'augmentation des prêts non productifs et des provisions pour créances compromises.

Les perspectives d'activité dans le secteur de la finance pour l'année 2016 sont ainsi peu encourageantes et risquent d'être encore plus compliquées par la récente mesure du Gouvernement de rapatrier à la Banque Centrale les comptes en devises des ONG, projets à composante étatique et autres agences du système des Nations Unies.

Le défi de la Banque, dans ce contexte, sera de préserver sa rentabilité, alors que l'activité crédits n'est plus à même d'assurer à elle seule la profitabilité de la Banque.

A cet effet, la sauvegarde de la qualité du portefeuille par l'encadrement plus strict des crédits, la mobilisation des ressources, la poursuite de la baisse du coût des dépôts

clientèle et la maîtrise des frais généraux constitueront la trame de notre action en 2016.

Les collaborateurs de la Banque seront constamment mobilisés sur ces objectifs et des sessions de formation en faveur des Responsables d'Agences et Guichets et des commerciaux sont programmées pour soutenir cette sensibilisation.

Deux nouveaux produits feront l'objet d'une attention particulière lors de ces sessions de formation, à savoir :

- un nouveau produit de « crédit aux particuliers » dénommé « **TWIZERANE** » qui a été mis sur le marché au courant du dernier trimestre 2015 et qui devrait être pleinement opérationnel en 2016 ; ce nouveau type de crédit est destiné à notre clientèle salariée avec un contrat de travail solide et est remboursé sur une période de douze à trente-six mois ;
- un produit de mobile banking désigné par « **IBB Mobile Banking** », qui est une plateforme de consultation de compte, de transfert et de paiement et qui vient de passer avec succès la phase de test.

Que ce soit, ainsi, dans la recherche d'une meilleure efficacité opérationnelle ou dans la diversification des produits, notamment technologiques, les orientations stratégiques pour 2016 sont appelées à atténuer l'érosion de la marge d'intermédiation clientèle induite, à la fois, par la faiblesse de la consommation et par l'aversion au risque, caractéristiques des périodes de récession.

En parallèle avec ces axes, la Banque entend maintenir son dynamisme commercial et le développement de chacun de ses segments de clients, en restant à l'affût de nouvelles opportunités de croissance.

En dépit d'une conjoncture difficile en 2016, l'Interbank Burundi entend donc relever le défi : forte de son modèle de banque de proximité, de sa présence nationale, qui lui permet d'accompagner ses clients partout dans le pays, et de son capital humain, la Banque est disposée à activer tous ses relais de croissance pour continuer à bâtir une industrie bancaire rentable.

Callixte MUTABAZI



INTERBANK BURUNDI S.a

“TWIZERANE”

**Crédit “Salariés”
Ingurane “K’umushahara”
Sur : 12 à 36 mois
Kuri : Amèzi 12 gushika kuri 36**

15, Rue de l'Industrie • B.P. 2970 Bujumbura • Tél. : (257) 22 22 06 29
Fax : (257) 22 22 04 61 • E-mail : ibb.info@interbankbdi.bi
Site web : www.interbank.com • CODE SWIFT : IBBU BIBI



Mobile Banking



Rapport du Conseil d'Administration





EVOLUTION DES ACTIVITES

L'année 2015 aura été, comme prévu, plus difficile que l'année 2014. La conjoncture économique est restée très tendue et la croissance du PIB a enregistré, pour la première fois depuis une quinzaine d'années, une contraction brutale de l'ordre de 4,1%.

Les tensions sont restées vives sur les fronts de la liquidité, de l'inflation, des finances publiques ou de la position extérieure du pays.

Pour le secteur financier, ces tensions se sont traduites par un ralentissement de l'activité, que ce soit au niveau de la collecte des ressources ou du financement de l'économie.

RESSOURCES

Au-delà de la politique délibérée de la Banque de réduire les encours de dépôts rémunérés, dans l'objectif de comprimer les charges financières, l'évolution des ressources a aussi pâti de la faiblesse de la collecte, principalement durant les deuxième et troisième trimestres de l'année.

Au cours des trois derniers mois de l'exercice, les politiques de refinancement de la Banque Centrale associées à d'autres mesures de sauvegarde en faveur du secteur financier ont entraîné une amélioration sensible de la liquidité.

CREDITS

En 2015, le marché du crédit a été plombé par le recul de la demande avec un repli de l'activité de 5,6% en volume contre une baisse de 8,9% en 2014.

Ce repli a touché aussi bien les clients « entreprises » que les clients particuliers et la consommation des ménages.

SERVICES

• International Banking

L'activité à l'International est demeurée atone en raison de la carence des ressources en devises consécutive à la baisse des appuis budgétaires des bailleurs de fonds.

• Opérations de Guichet et Inter Agences

Du fait de l'élargissement du réseau de distribution et de l'étoffement du fonds de commerce, qui en est partiellement la conséquence, le volume de transactions à nos guichets s'affiche en croissance constante.

RENTABILITE DES OPERATIONS

En dépit d'une marge brute d'exploitation en hausse, tirée par la baisse des charges financière sur dépôts, par l'amélioration des commissions sur opérations et par la diminution des frais généraux d'exploitation, la rentabilité nette de la Banque est en recul de 45,9%, lourdement affectée par la détérioration de la qualité du portefeuille crédits.

En raison de l'environnement économique dégradé, les créances non performantes ont sensiblement augmenté en 2015.



BILAN SOCIAL

PERSONNEL

• Gestion des Ressources Humaines

A fin décembre 2015, la Banque compte 461 collaborateurs répartis sur 42 sites d'exploitation.

La gestion des ces hommes et femmes s'inscrit dans une politique axée sur la conciliation des objectifs de rentabilité et de croissance de la Banque avec le développement humain et social des collaborateurs.

Cette politique allie culture de l'échange, valorisation des compétences par la formation et promotion du sentiment d'appartenance à l'entreprise.

• **Formation**

En 2015, l'Interbank Burundi a continué à investir dans la formation de ses salariés, s'efforçant de mettre en œuvre une politique de développement de leurs compétences et d'optimisation de leurs capacités professionnelles.

C'est dans cette optique qu'il faut placer l'organisation de quatre séances de formations en interne réparties sur les quatre trimestres de l'année et axées sur les thèmes suivants :

- 1er Trimestre : « Les Pré-requis pour un Préposé aux Opérations Bancaires dans les Guichets IBB : Polyvalence et Qualité » ;
- 2ème Trimestre : « L'Exercice de la Fonction de Chef de Guichet : Management et Responsabilité » ;
- 3ème Trimestre : « L'Exercice de la Fonction Compliance dans le Vécu Quotidien d'un Agent de Banque » ;
- 4ème Trimestre : « Evolution des Performances Managériales et Commerciales dans les Guichets IBB ».

Ces thèmes ont été élaborés dans l'objectif de répondre aux besoins en formation des responsables d'Agences et Guichets, des chargés de relations, des analystes de crédits, des personnels de visa, d'accueil et des caisses.

• **Epanouissement Humain des Collaborateurs**

L'amélioration du cadre de travail de ses collaborateurs, propice à une meilleure productivité, est restée au cœur des préoccupations de la Banque.

Ainsi, les relations avec les partenaires sociaux ont continué à se dérouler dans un climat confiant et constructif, avec le dialogue comme principe directeur. A travers ce dialogue, le comité d'entreprise a continué à être associé à la gestion de la Banque par une information continue et pertinente et à l'analyse régulière des défis économiques et sociaux auxquels l'Interbank Burundi fait face.



LA BANQUE DANS SON ENVIRONNEMENT



Fidèle aux valeurs qui constituent le socle de notre culture d'entreprise, à savoir la citoyenneté, le leadership, la solidarité, l'engagement et l'éthique, l'Interbank Burundi est restée attentive aux aspects du développement économique, social et culturel des communautés au sein desquelles elle évolue.

A travers une démarche volontariste, notre responsabilité sociale et environnementale, palpable dans l'accomplissement de chacune de nos activités, se reflète aussi à travers notre engagement citoyen dans les domaines de l'assistanat, de la culture et de l'éducation.

En matière de solidarité, l'Interbank Burundi a gardé au centre de ses préoccupations, comme à l'accoutumée, les besoins des plus vulnérables et des groupes les plus nécessiteux, leur apportant soutien financier et aides multiformes pour les aider à mener à bien leurs projets de vie.

De la même manière, la Banque a maintenu son appui aux collectivités locales et aux associations d'entraide ou de développement dans leurs efforts d'autopromotion visant notamment la construction d'infrastructures de base.

Quant à l'éducation, de jeunes stagiaires en fin de scolarité ont continué à rejoindre la Banque pour éprouver leurs capacités d'employabilité et pour l'encadrement de leurs travaux de fin d'études.



BILANS ET COMPTES DE PERTES ET PROFITS

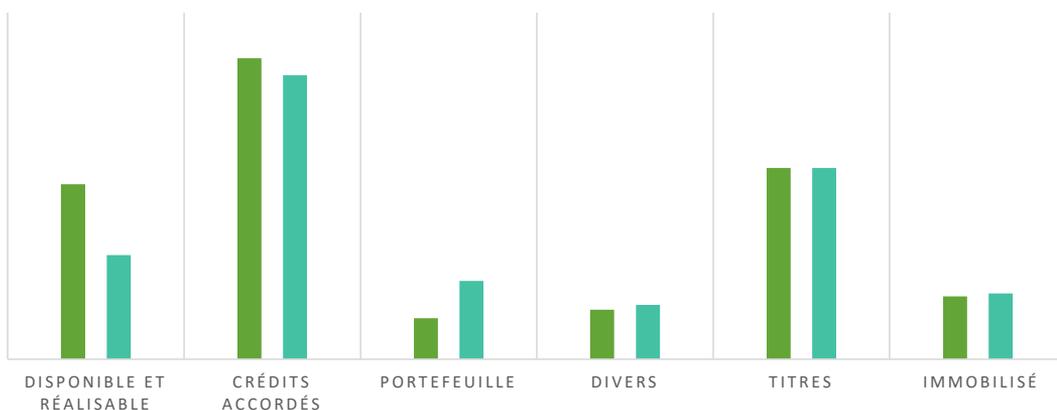


BILAN AU 31 DECEMBRE 2015

ACTIF 31.12.2014 31.12.2015

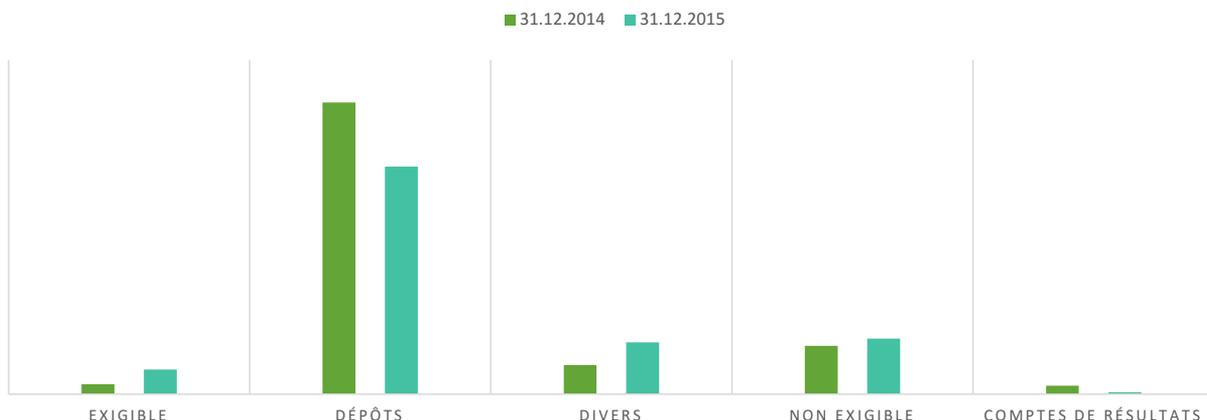
1. Disponible et Réalisable	80 749 059 727	48 084 930 464
. Caisse-BRB-CCP	38 824 672 688	13 821 761 553
. Banques	41 390 448 057	33 725 281 793
. Prêts au jour le jour	0	0
. Autres valeurs à recevoir à CT	533 938 982	537 887 118
2. Crédits accordés	138 926 859 981	131 156 436 516
. Crédits à court terme	105 793 168 317	110 061 914 051
. Crédits à moyen terme	19 460 583 017	11 030 237 092
. Crédits à long terme	13 673 108 647	10 064 285 373
3. Portefeuille	18 925 000 000	36 233 330 000
. Obligations du Trésor	0	0
. Bons du Trésor	18 925 000 000	36 233 330 000
4. Divers	22 891 877 249	25 112 802 213
5. Titres	88 303 680	88 303 680
. Participations	88 303 680	88 303 680
6. Immobilisé	28 985 191 578	30 434 788 517
. Terrain	12 222 315 548	12 222 315 548
. Immeubles d'exploitation	6 273 306 339	6 665 526 308
. Immeubles hors exploitation	3 421 292 921	5 403 212 766
. Matériel et mobilier	5 842 317 156	4 954 938 819
. Aménagement et Installation	1 225 959 614	1 188 795 076
TOTAL DE L'ACTIF	290 566 292 215	271 110 591 390

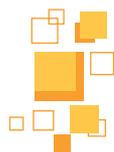
■ 31.12.2014 ■ 31.12.2015



COMPARE AU BILAN DU 31 DECEMBRE 2014

PASSIF	31.12.2014	31.12.2015
1. Exigible	7 536 570 089	18 586 422 987
. Créanciers privilégiés	1 074 312 393	766 330 014
. Banques et Instit. Financ.	5 687 723 537	16 429 237 902
. Emprunt de liquide	0	0
. Autres valeurs à payer à CT	774 534 159	1 390 855 071
2. Dépôts	218 321 096 199	170 426 497 741
. A vue	169 651 816 455	141 707 409 637
. A terme	38 691 101 350	20 925 191 741
. Carnets de dépôts	9 978 178 394	7 793 896 363
. Bons de caisse	0	0
3. Divers	21 937 344 649	38 917 166 823
4. Non Exigible	36 336 046 048	41 702 046 048
. Capital libéré	20 484 800 000	20 484 800 000
. Réserve légale	2 048 480 000	2 048 480 000
. Plus-value de réévaluation	8 693 766 048	8 693 766 048
. Capitaux et réserves à affec	0	0
. Réserve disponible	2 859 000 000	8 225 000 000
. Provision générale pr risques	2 250 000 000	2 250 000 000
5. Comptes de résultats	6 435 235 230	1 478 457 791
. Bénéfice reporté	3 701 855 741	294 053
. Bénéfice Net d'Impôts	2 733 379 489	1 478 163 738
TOTAL DU PASSIF	290 566 292 215	271 110 591 390

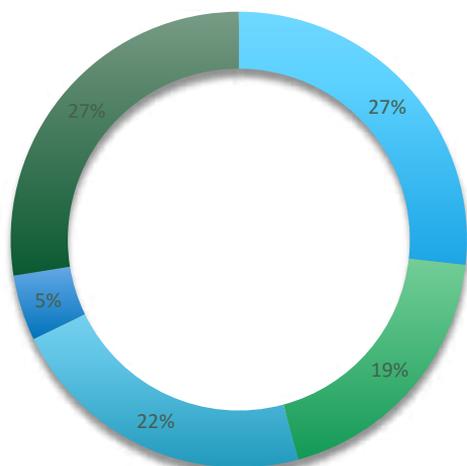




PERTES ET PROFITS 2015 et 2014

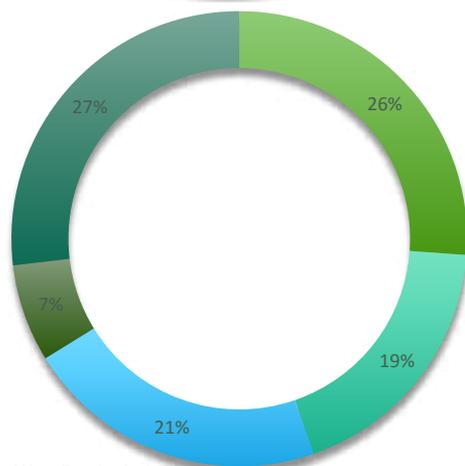
DEBIT	31.12.2014	31.12.2015
1. Charges financières	7 549 565 547	4 402 737 448
2. Frais de personne	5 364 668 278	5 173 525 523
3. Autres charges d'exploitation	6 205 391 917	6 146 053 650
4. Impôts et taxes	1 313 388 599	868 047 352
5. Amortissements & Provisions	7 762 521 798	11 468 812 370
6. Bénéfice net d'impôts	2 733 379 489	1 478 163 738
TOTAL	30 928 915 628	29 537 340 081

31.12.2014



- Charges financières
- Frais de personnel
- Autres charges d'exploitation
- Impôts et taxes
- Amortissements & Provisions

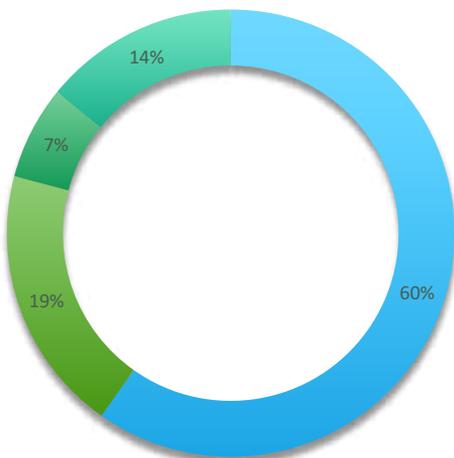
31.12.2015



- Charges financières
- Frais de personnel
- Autres charges d'exploitation
- Impôts et taxes
- Amortissements & Provisions

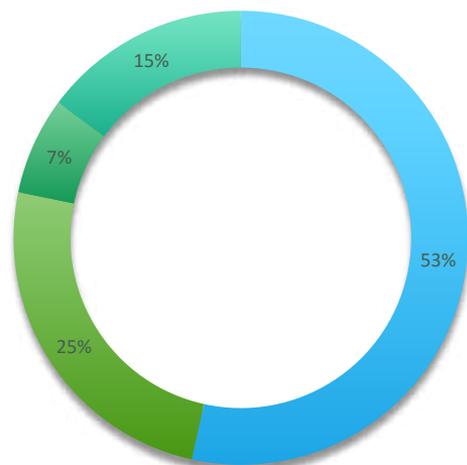
CREDIT	31.12.2014	31.12.2015
1. Intérêts et Commissions sur crédits accordés	18 494 980 464	15 793 838 359
2. Revenus sur opérations	5 971 469 458	7 311 220 261
3. Revenus sur le portefeuille	2 094 972 740	2 048 195 273
4. Profits divers	4 367 492 966	4 384 086 188
TOTAL	31 059 901 257	29 537 340 081

31.12.2014



- Intérêts et Commissions sur crédits accordés
- Revenus sur opérations
- Revenus sur le portefeuille
- Profits divers

31.12.2015



- Intérêts et Commissions sur crédits accordés
- Revenus sur opérations
- Revenus sur le portefeuille
- Profits divers

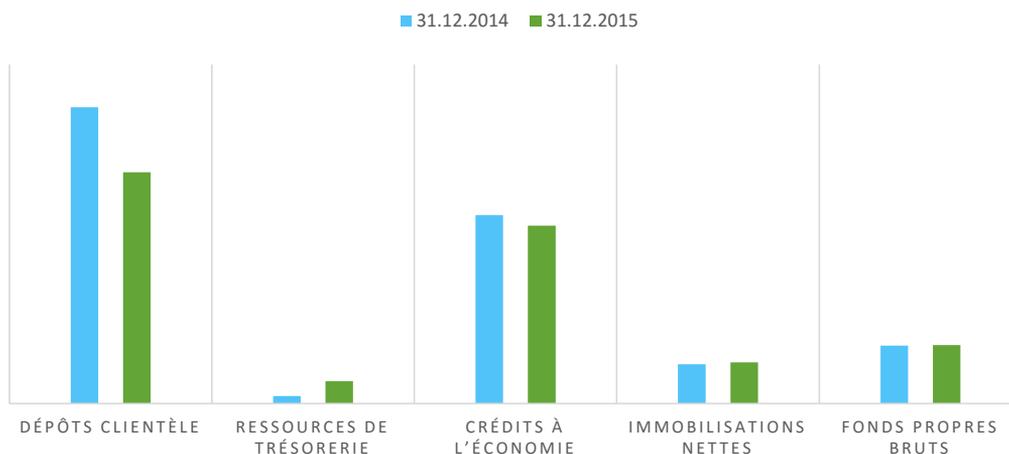
RAPPORT FINANCIER AUX ACTIONNAIRES POUR L'EXERCICE 2015

1. BILAN

En millions de Bif	31.12.2014	31.12.2015	Variation	
			En Montant	En %
TOTAL DU BILAN	290.518,3	271.110,6	-19.407,7	-6,7
Dépôts clientèle	218.321,1	170.426,5	-47.894,6	-21,9
Ressources de trésorerie	5.687,7	16.429,2	+10.741,5	+188,8
Crédits à l'économie	138.926,9	131.156,4	-7.770,5	-5,6
Immobilisations nettes	28.985,2	30.434,8	+1.449,6	+5,0
Divers emplois	122.606,3	109.519,4	-13.086,9	-10,7
Fonds Propres Bruts	42.771,3	43.180,5	+409,2	+1,0

Le total de bilan au 31 décembre 2015 a régressé de 6,7% par rapport à la même période de l'exercice 2014, sous l'impact de la baisse généralisée de l'activité économique, qui se traduit, notamment, par :

- une forte chute des dépôts de la clientèle (-47.894,6 MF ou -21,9%) et des crédits à l'économie (-7.770,5 MF ou -5,6%) ;
- une importante augmentation des ressources de trésorerie (+10.741,5 MF ou +188,8%), constituées essentiellement des ressources de refinancement.



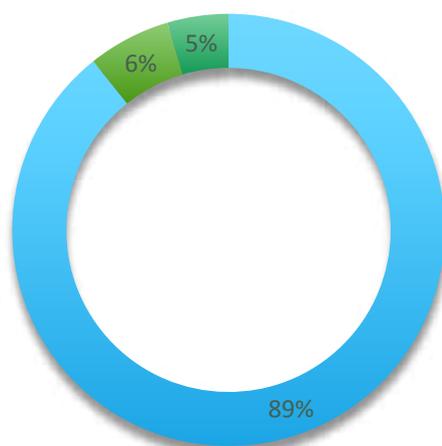
DEPOTS DE LA CLIENTELE

En millions de Bif	31.12.2014	31.12.2015	Variation	
			En Montant	En %
TOTAL DEPOTS CLIENTELE	218.321,1	170.426,5	-47.894,6	-21,9
Dépôts à vue et à 1 mois au plus <i>(dont dépôts en devises)</i>	194.845,5 (48.396,9)	157.885,8 (33.395,9)	-36.959,7 (-15.001,0)	-18,9 (-31,0)
Dépôts à plus d'1 mois	13.497,4	4.746,8	-8.750,6	-64,8
Dépôts d'Epargne	9.978,2	7.793,9	-2.184,3	-21,9

Le recul des dépôts a concerné toutes les catégories de ressources, avec une baisse plus marquée pour les dépôts à plus d'un mois (-8.750,6 MF ou -64,8%) ; les dépôts d'épargne s'inscrivent en repli de 21,9% (-2.184,3 MF) en même temps que les dépôts à vue et à un mois au plus enregistrent une diminution de 18,9%. Cette dernière tient pour partie au déclin des dépôts en devises inhérent au tarissement des transferts en provenance de l'étranger : les ressources en monnaies fortes se replient ainsi de 31,0% (-15.001,0 MF).

Pris séparément, les dépôts en francs Burundi ont diminué de 19,3% (-32.893,6 MF), passant de 169.924,2 MF au 31 décembre 2014 à 137.030,6 MF une année plus tard, une décreue largement imputable à l'évolution des dépôts rémunérés.

Pour ces derniers, il s'agit d'une politique délibérée de la Banque d'en réduire le niveau, politique dont on voit l'impact sur la rentabilité au niveau de la baisse des charges financières.



■ Dépôts à vue et à 1 mois au plus ■ Dépôts à plus d'1 mois ■ Dépôts d'Epargne

LIQUIDITE

En millions de Bif	31.12.2014	31.12.2015	Variation	
			En Montant	En %
Liquidité	99.140,0	83.780,3	-15.359,7	-15,5
Caisse	11.150,3	10.823,2	-327,1	-2,9
B.R.B.	27.674,3	2.998,5	-24.675,8	-89,2
Correspondants Locaux	0,0	0,0	0,0	0,00
Correspondants Etrangers	41.390,4	33.725,3	-7.665,1	-18,5
Bons&Obligations Trésor	18.925,0	36.233,3	+17.308,3	+91,5

D'une année à l'autre, la liquidité s'est détériorée de 15,5% (-15.359,7 MF), suite, principalement, à la chute des avoirs auprès de la BRB (-24.675,8 MF ou -89,2%) et de celle des avoirs chez les correspondants étrangers, qui ont reflué de 41.390,4 MF au 31 décembre 2014 à 33.725,3 MF douze mois plus tard (-18,5%).

CREDITS

En raison de l'environnement économique dégradé, l'activité de financement est restée faible tout au long de l'année, avec des concours à l'économie établis à 131.156,4 MF, contre 138.929,9 MF une année auparavant ; dans le même temps, le stock de créances non performantes a explosé, passant de 19.557,9 MF à fin décembre 2014 à 39.614,5 MF au 31 décembre 2015, soit un bond de 102,5% (+20.056,6 MF).

En millions de Bif	31.12.2014	31.12.2015	Variation	
			En Montant	En %
TOTAL CREDITS	138.926,9	131.156,4	-7.770,5	-5,6
Crédits café	74,9	3.780,5	+3.705,6	+4.951,0
Crédits de trésorerie	86.160,4	66.666,9	-19.493,5	-22,6
Crédits d'équipement	31.380,0	19.165,6	-12.214,4	-38,9
Autres crédits	1.753,7	1.928,9	+175,2	+10,0
Crédits non performants	19.557,9	39.614,5	+20.056,6	+102,5

Le repli des concours à l'économie a touché une de leur principale composante, à savoir les crédits de trésorerie, qui représentent 72,8% des encours performants en 2015 et qui sont en baisse de 22,6%, s'établissant à 66.666,9 MF au lieu de 86.160,4 MF l'exercice précédent.

Ce recul des encours de crédits marque la faiblesse de l'activité de financement induite par l'environnement économique largement dégradé. La demande de crédit est restée atone

en raison de l'aggravation des déficits budgétaires de l'Etat et de l'assèchement des réserves de change du pays. La baisse de l'activité de financement est aussi expliquée par la politique sélective de crédit de la Banque, qui exclut l'immobilier et les marchés publics de son champ d'intervention.

Les crédits d'équipement sains baissent de 38,9% (-12.214,4 MF) en raison du déclasserment de certains crédits en créances non performantes

Couverture des Crédits par les Dépôts

Hors dépôts en devises, qui s'élèvent respectivement à 48.396,9 et 33.395,9 MF aux 31 décembre 2014 et 31 décembre 2015, la couverture des crédits par les dépôts reste préservée avec, néanmoins, un ratio ramené à 104,4 % contre 122,3 % une année plus tôt.

2. COMPTE DE RESULTATS

Le Produit Net Bancaire (PNB)

Au terme de l'exercice 2015, la rentabilité brute d'exploitation de la Banque affiche de solides performances ; la marge brute, avant provisions pour créances et d'impôts, enregistre une croissance de 39,0%, à 10.840,1 MF contre 7.800,1 MF une année auparavant

En millions de Bif	31.12.2014	31.12.2015	Variation	
			En Montant	En %
+Intérêts Perçus s/crédits	17.633,3	14.938,2	-2.695,1	-15,3
-Intérêts Bonifiés s/dépôts	7.417,4	3.922,5	-3.494,9	-47,1
=Marge s/op. clientèle	10.215,9	11.015,7	+799,8	+7,8
+Intérêts Perçus s/op. de trésorerie	3.388,9	3.389,0	+0,1	0,0
-Intérêts Bonifiés s/op. de trésorerie	1.885,7	2.561,2	+675,5	+35,8
=Marge s/op. trésorerie	1.503,2	827,8	-675,4	-44,9
MARGE SUR INTERETS	11.719,1	11.843,5	+124,5	+1,1
+Commissions & Revenus divers	8.912,4	10.634,1	+1.721,7	+19,3
= PRODUIT NET BANCAIRE	20.631,5	22.477,6	+1.846,1	+8,9
- FRAIS GENERAUX	12.831,4	11.886,2	-945,2	-7,4
*Frais de personnel	5.549,8	5.388,0	-161,8	-2,9
*Autres charges d'exploit.	4.956,8	4.303,1	-653,7	-13,2
*Amortissements	2.324,8	2.195,1	-129,7	-5,6
= RESULTAT BRUT D'EXPLOIT.	7.800,1	10.591,4	+2.791,3	+35,8
-Provisions sur créances	5.437,6	9.273,7	+3.836,0	+65,5
+Reprises de provisions	922,4	455,8	-466,6	-50,6
= RESULTAT AVANT IMPOTS	3.284,9	1.773,5	-1.511,4	-46,0
-Impôts	551,5	295,4	-256,1	-46,4
= RESULTAT NET	2.733,4	1.478,2	-1.255,2	-45,9

Ces performances sont largement dues au triple effet de la forte réduction des charges financière sur dépôts (-47,1%), de la production à l'International Banking et de la maîtrise réussie des fais généraux d'exploitation.

Elles se traduisent en produit net bancaire en hausse de 8,9% et en frais généraux d'exploitation en repli de 7,4%, matérialisés par :

- une nette baisse des charges financières sur dépôts (-3.494,9 MF ou -47,1%) ; une baisse qui a contrebalancé, et au-delà, la perte de revenus sur crédits (-2.695,1 MF ou -15,3%) consécutive à la faiblesse de l'activité de financement et à la détérioration de la qualité du portefeuille ;
- une augmentation sensible des commissions et autres revenus sur opérations, consécutive, notamment, à la légère révision à la hausse du tarif de commissions ;
- un recul notable des charges d'exploitation courantes ; ainsi ces dernières apparaissent en baisse de 13,2%, dégageant des économies de 653,7 MF.

Par rapport aux prévisions budgétaires 2015, le résultat brut d'exploitation s'inscrit en écart positif avec une réalisation de 116,9%.

Les Provisions pour risques de crédit

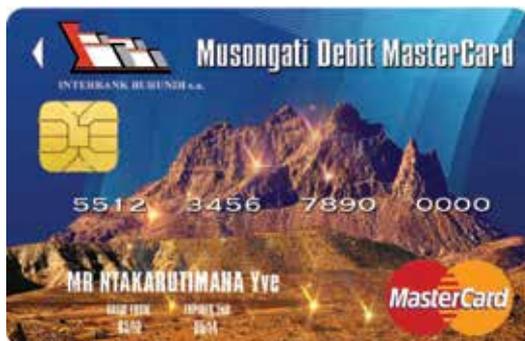
Une performance lourdement affectée par la détérioration de la qualité du portefeuille, les défauts de paiements ayant fortement augmenté suite à la situation politico-économique que vit le pays. En conséquence, les créances non performantes enregistrent une forte poussée, à 39.614,5 MF au 31 décembre 2015 contre 19.557,9 MF une année plus tôt, soit une hausse de 102,5%.

Les nouvelles provisions pour créances impayées ont dès lors bondi de 70,5%, à 9.273,6 MF, contre 5.437,6 MF en 2014. Rapporté au total des crédits consentis par la Banque, ce coût du risque est en hausse d'un peu plus de trois points de pourcentage par rapport à 2014, à 7,1% contre 3,9% en 2014.

Le Résultat Net

Après une provision d'impôt de 295,4 MF, le résultat net s'établit à 1.478,2 MF, en recul de 45,9 % par rapport à l'exercice 2014. Par rapport aux prévisions budgétaires de l'exercice 2015 (4.544,3 MF), l'écart est défavorablement plus important, soit un gap négatif de 67,5%.

Cette contreperformance traduit davantage la détérioration de la qualité du portefeuille crédits avec la constitution d'importantes provisions pour créances préoccupantes alors même que les revenus sur la production de crédits ont été sérieusement pénalisés par le déclin de la demande de crédit.





REPARTITION DES BENEFICES EXERCICE 2015

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

Conformément à l'article 52 des statuts de la Banque, l'Assemblée Générale Ordinaire est invitée à se prononcer sur le projet de répartition du bénéfice de l'exercice 2015.

Ce dernier s'élève à BIF 1.478.457.791 compte tenu du bénéfice reporté de BIF 294.053.

Nous vous en proposons l'affectation suivante :

Report à Nouveau

BIF 1.478.457.791

TOTAL

BIF 1.478.457.791



NOMINATIONS STATUTAIRES EXERCICE 2016



En application de l'article 18 des Statuts de la Banque, les mandats d'Administrateurs de :

† Monsieur l'Abbé Gabriel BAZIRUWISABIYE

† Monsieur Paul BERGER

† Monsieur Georges COUCOULIS

† Monsieur Reginald Thibaut de Maisières

† Monsieur Callixte MUTABAZI

† Monsieur Bonaventure NICIMPAYE

† Madame Marguerite RUMBETE

† Monsieur Mathias SINAMENYE

† Monsieur Salvator TOYI

† SALEX CORPORATION

viennent à expiration à l'issue de la présente Assemblée.

Ces Administrateurs sont rééligibles et se présentent à vos suffrages.

Si leurs candidatures vous agréent, leur mandat viendrait à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de l'An 2017 statuant sur les comptes de l'exercice 2016.

Au terme de ce rapport, nous voudrions encore une fois féliciter et remercier le Comité de Direction et tous ses collaborateurs pour l'appréciable travail accompli et pour leur engagement sans cesse renouvelé à l'édification de l'Interbank Burundi.

Le Conseil d'Administration.



OPINION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

“SUR LES ETATS FINANCIERS D’INTERBANK BURUNDI S.A.
POUR L’EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2015
AUX ACTIONNAIRES D’INTERBANK BURUNDI S.A”

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par vos statuts, nous vous présentons notre rapport prévu par Loi n° 1/09 du 30 mai 2011 relatif au droit des sociétés privées et à participation publique et concernant l’exercice clos le 31 décembre 2015. Conformément à ces dispositions, il nous appartient, sur la base de nos travaux, de vous présenter un rapport portant à votre connaissance :

- les contrôles et vérifications effectués sur les états financiers annuels avant leur arrêté par le Conseil d’Administration,
- les modifications devant être portées aux états financiers, ainsi que les observations sur les méthodes d’évaluation utilisées pour l’élaboration des comptes,
- les irrégularités et inexactitudes relevées à l’issue de nos travaux,
- l’impact des observations et rectifications proposées sur les résultats de l’exercice comparés à ceux de l’exercice précédent.

En vertu des articles 68 de la loi évoquée, l’Assemblée Générale des Actionnaires a la responsabilité d’approuver les comptes de la société.

1. CONTROLES EFFECTUES

Les états financiers annuels soumis à votre examen se caractérisent par les chiffres clés suivants exprimés en francs burundais (BIF) :

Total bilan	: 237.136,8 millions
Capitaux propres	: 40.930,7 millions
Résultat net (Bénéfice/Perte)	: 1.478,4 millions
Produit net bancaire	: 22.476,6 millions

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers conformément aux règles et principes comptables retenus par les normes internationales d'informations Financières (IFRS) et par la loi n°1/017 du 23 octobre 2003, ainsi que du contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISAs) publiées par l'IFAC. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments probants justifiant les données contenues dans les états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à évaluer leur présentation d'ensemble. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder les observations et conclusions présentées aux paragraphes 2 à 7 ci-après.

2 INFORMATIONS

2.1 Situation des immobilisations

Le rapprochement entre les valeurs nettes figurant en comptabilité (BIF 37 391 millions) et celles du fichier des immobilisations (BIF 31 874 millions) fait ressortir un écart de BIF 5 516 millions non expliqué à la date de ce rapport. En outre, la société n'a pas procédé à l'inventaire de ses immobilisations au 31 décembre 2015.

2.2 Ecarts soldes d'ouverture

Le rapprochement entre le résultat net figurant dans les états financiers certifiés au 31 décembre 2014 (BIF 2 639 millions) et le résultat net reporté dans la balance d'ouverture (BIF 2 733 millions) fait ressortir un écart de BIF 94 millions.

2.3 Litiges non provisionnés

Des risques potentiels d'un montant total de BIF 822 millions confirmés par les avocats de la Banque n'ont pas été provisionnés en application du principe de prudence.

3 CONCLUSION ET OPINION

A notre avis, à l'exception de l'impact potentiel des points décrits dans le paragraphe « Informations », les états financiers annuels sont, au regard des règles et principes comptables du Système applicable au Burundi, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Bujumbura le 05 avril 2016
Le Commissaire aux comptes
Deloitte Burundi S.A

SEKURUNGURANE

INTERBANK BURUNDI s.a

Accueil Clients

**Avance
en compte
jusqu'à 50%
du salaire**



RESOLUTIONS

01 Première résolution :

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2015, approuve ces rapports.

02 Deuxième résolution :

L'Assemblée Générale approuve le bilan et le compte des pertes et profits de la Banque pour l'exercice social arrêté au 31 décembre 2015.

03 Troisième résolution :

L'Assemblée Générale approuve l'affectation du résultat tel qu'elle lui est proposée :

Report à Nouveau

: BIF 1.478.457.791

04 Quatrième résolution :

L'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus aux membres du Conseil d'Administration de leur gestion pour l'exercice 2015.

05 Cinquième résolution :

L'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus au Commissaire aux Comptes pour son rapport de l'exercice 2015.

06 Sixième résolution :

En application de l'article 18 des statuts de la Banque, l'Assemblée Générale Ordinaire nomme les Administrateurs :

- † Madame Marguerite RUMBETE
- † Monsieur l'Abbé Gabriel BAZIRUWISABIYE
- † Monsieur Georges COUCOULIS
- † Monsieur Bonaventure NICIMPAYE
- † Monsieur Reginald THIBAUT de MAISIERES
- † Monsieur Paul BERGER
- † Monsieur Mathias SINAMENYE
- † Monsieur Salvator TOYI
- † Monsieur Callixte MUTABAZI
- † SALEX CORPORATION

pour une durée d'une année qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de l'an 2017 statuant sur les comptes de l'exercice 2016.





RESEAUX DE DISTRIBUTION ET DE CORRESPONDANTS A L'ETRANGER



INTERBANK BURUNDI S.A.

Notre réseau de distribution

Siège : Bujumbura-Centre

15, Avenue de l'Industrie

Tél. : (257) 22 06 29

Fax : (257) 22 04 61

E-mail : info@interbankbdi.com

Site Web : www.interbankbdi.com

CODE SWIFT : **IBBU BIBI**

Guichet Cotebu

Nouveau Marché Cotebu
Commune Ngagara

Guichet Kanyosha

Route Rumonge
Commune Kanyosha

Guichet Rwandair Express

Avenue du Peuple Murundi
Agence Rwandair Express

Guichet Mutakura

Avenue du 3 Septembre
Quartier Mutakura

Guichet Bwiza

Angle Avenue du Peuple Murundi
& 6ème Avenue Bwiza

Guichet O.B.R. "Emmaus"

Quartier Asiatique

Avenue NTAHANGWA
Tél. : (257) 22 22 06 29
Fax : (257) 22 21 00 35
E-mail : asiatique@interbankbdi.com

Guichet Buyenzi

20^{ème} Avenue n°1
Tél. : (257) 22 22 06 29
Fax : (257) 22 21 00 33
E-mail : buyenzi@interbankbdi.com

Guichet BRARUDI

Boulevard du 1^{er} Novembre
Tél. : (257) 22 21 09 41

Guichet Building Administratif

Tél. : (257) 22 22 06 29

Guichet Meridien Source du Nil

Avenue Nicolas Mayugi
Tél (257) 22 25 03 57

Nouveau Quartier Industriel

Nouveau Marché, Avenue de l'OUA

Place de l'Indépendance

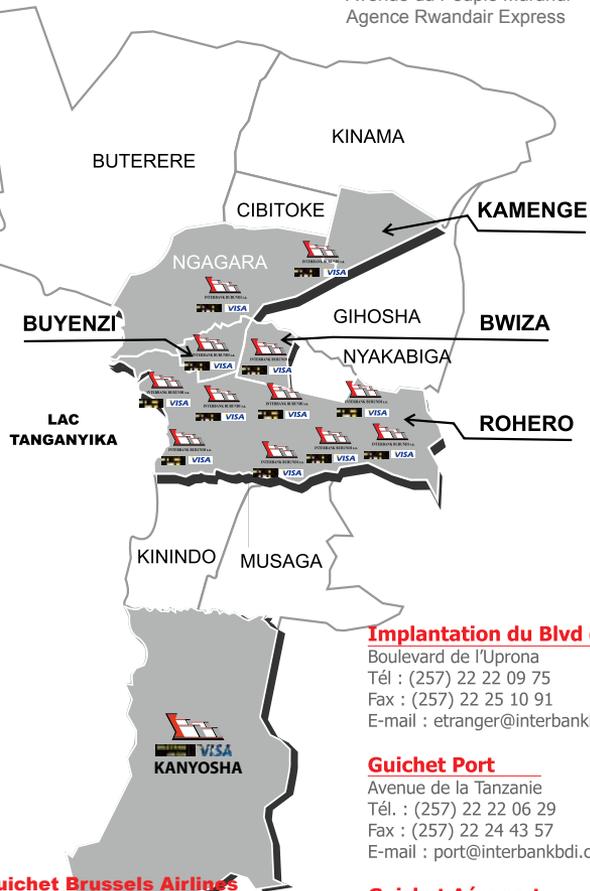
Avenue du Commerce
Tél. : (257) 22 22 06 29
Fax : (257) 22 24 29 49
E-mail : api@interbankbdi.com

Marché Central de Bujumbura

Avenue de la Croix-Rouge
Tél. : (257) 22 24 12 75 / 22 22 06 29
Fax : (257) 22 24 17 76
E-mail : amc@interbankbdi.com

Guichet Jabe

Avenue de la Jeunesse
Tél. : (257) 22 22 06 29
Fax : (257) 22 24 48 07
E-mail : jabe@interbankbdi.com



Implantation du Blvd de l'Uprona

Boulevard de l'Uprona
Tél : (257) 22 22 09 75
Fax : (257) 22 25 10 91
E-mail : etranger@interbankbdi.com

Guichet Port

Avenue de la Tanzanie
Tél. : (257) 22 22 06 29
Fax : (257) 22 24 43 57
E-mail : port@interbankbdi.com

Guichet Aéroport

Tél. : (257) 22 22 06 29

Guichet MENUB

Chaussée d'Uvira
BNUB Headquarters

Guichet Kamenge

Tél. : (257) 22 23 97 66

Guichet Brussels Airlines

Avenue de l'Industrie
Agence Brussels Airlines

Guichet Av. de la Mission

Avenue de la Mission

Guichet U-COM Leo

Au sein de l'entreprise U-COM



Notre réseau de distribution

INTERIEUR DU PAYS



NGOZI :

Nguzi (Centre)
Tél. : (257) 22 30 23 24
Fax : (257) 22 30 23 34
E-mail : ngozi@interbankbdi.com

KIRUNDO :

Kirundo (Centre)
Tél. : (257) 22 30 46 33
E-mail : kirundo@interbankbdi.com

CANKUZO :

Cankuzo (Centre)
Tél. : (257) 22 40 70 98
Fax : (257) 22 40 70 98
E-mail : cankuzo@interbankbdi.com

RUGOMBO :

Centre de Négoce de Rugombo
Tél. : (257) 79 156 710
: (257) 79 915 538
E-mail : rugombo@interbankbdi.com

NYANZA-LAC :

Centre Commercial de Nyanza-Lac

MABANDA :

Centre Commercial de Mabanda

KAYOGORO :

Centre Commercial de Kayogoro

KOBERO :

En Province Muyinga

MUTOYOI :

En Commune Bugendana

MABAYI :

Centre de négoce de Mabayi

KARUSI :

Centre Commercial de Karusi

RUYIGI :

Centre Commercial de Ruyigi

MASANGANZIRA :

A 30 km de Ngozi

BUBANZA :

Centre Commercial de Bubanza
Tél. : (257) 22 26 1346
E-mail : bubanza@interbankbdi.com

KAYANZA :

Centre Commercial de Kayanza, sur la RN 1

RUMONGE :

En face du marché
Tél. : (257) 22 50 40 12
E-mail : rumonge@interbankbdi.com

MAKAMBA :

En face du marché
Tél. : (257) 22 50 40 12
E-mail : makamba@interbankbdi.com

GITEGA :

* **AGENCE GITEGA**
Gitega (Centre)
Tél. : (257) 22 40 32 66
Fax : (257) 22 40 32 68
E-mail : gitega@interbankbdi.com

* **GUICHET BRARUDI GITEGA**

MUYINGA :

Muyinga (Centre)
Tél. : (257) 22 30 67 63
Fax : (257) 22 30 67 68
E-mail : muyinga@interbankbdi.com

AGENCES & GUICHETS

RESEAUX DE CORRESPONDANTS A L'ETRANGER



INTERBANK BURUNDI s.a.



**DEUTSCHE BANK TRUST
COMPANY AMERICAS**

60 WALL STREET Front 1
NEW YORK 10005-2836



ING BELGIUM

24, AVENUE MARNIX
B 1050 BRUXELLES
Site Web : <http://www.bble.be>



KREDIETBANK / BRUXELLES

2-1080 BRUXELLES
Site Web : <http://www.kbc.be>
IBAN BE 04 3010102188-31
CODE SWIFT : KREDBEBB



BRED Banque populaire

18, quai de la Rabée
75012, Paris
Site Web : www.bred.fr
CODE SWIFT : BREDFRPP



BYBLOS BANK BELGIUM

Rue Montoyer 10
Bte. 3, 1000 Brussels



ACCESS BANK RWANDA

3rd Floor,
UTC Building,
Kigali Rwanda
CODE SWIFT : BKORRWW



**KENYA COMMERCIAL BK
LIMITED / NAIROBI**

MOI AVENUE NAIROBI
Site Web : <http://www.kcb.co.ke>
CODE SWIFT : KCBLKENX